

United Nations

Nations Unies

GENERAL
ASSEMBLY

ASSEMBLEE
GENERALE

UNRESTRICTED

A/C.1/A III/SR.6

12 October 1948

ORIGINAL: FRENCH

Dual distribution

Troisième session

PREMIERE COMMISSION: SOUS-COMMISSION A III

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA SIXIEME SEANCE

Tenue au Palais de Chaillot, Paris,
le mardi 12 octobre 1948, à 10 heures 30.

SOMMAIRE :

Projets de résolution relatifs à l'énergie atomique (suite)

<u>Président :</u>	M. B.N. RAU	Inde
<u>Rapporteur :</u>	M. R. SANDLER	Suède

Les corrections à apporter au présent compte rendu doivent être adressées par écrit, dans un délai de deux jours ouvrables à M. E. Delavenay, Directeur de la Division des comptes rendus officiels, Bureau 3015, Palais de Chaillot. Elles seront transmises par lettre sur papier à en-tête qui donnera la cote du compte rendu en question et indiquera les corrections demandées ou, le cas échéant, sera accompagnée d'une pièce les contenant. L'enveloppe de la lettre portera la mention "urgent". Pour faciliter la tâche des services intéressés, il est demandé aux délégations de bien vouloir porter leurs corrections sur un exemplaire ronéotypé du compte rendu. Les corrections devront être rédigées dans l'une des langues de travail (français ou anglais).

LE PRESIDENT rappelle que la Sous-Commission a reçu pour mandat d'examiner les trois propositions du Canada, de l'Union soviétique et de l'Inde sur lesquelles il est évident qu'il n'y a pas d'accord unanime. Le mieux qu'on puisse faire dans ces conditions est de déterminer laquelle de ces résolutions sera susceptible de recueillir le maximum d'accord. Quant aux amendements australien et syrien qui sont, dans les grandes lignes, semblables à la proposition de l'Inde, on pourrait les traiter en même temps que cette dernière. Ces trois projets de résolutions proposent tous que la Commission de l'énergie atomique reprenne ses travaux, mais ils diffèrent quant aux conditions de cette reprise. La résolution soviétique stipule le minimum de conditions en suggérant que la Commission reprenne ses travaux conformément aux résolutions de l'Assemblée générale de 1946 ; la résolution de l'Inde ajoute une autre condition : que les travaux reprennent aussi sur la base des travaux antérieurs ; la résolution canadienne contient une condition de plus, à savoir que les travaux ne reprennent qu'après que les six membres permanents de la Commission de l'énergie atomique auront déterminé à quel moment existe une base d'accord.

Il serait donc préférable de suivre la procédure de vote suivante : les trois propositions seraient mises aux voix en même temps, chaque représentant ayant à voter pour la résolution qu'il estime la meilleure.

La délégation de l'Inde maintient sa proposition, de façon à prouver qu'elle a fait tous ses efforts pour concilier des points de vue différents.

Avant de mettre les propositions aux voix, il conviendra que leurs auteurs, s'inspirant des suggestions qui ont été faites au cours des débats, les présentent sous une forme révisée et définitive.

M. MALIK (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare qu'il est d'accord avec la procédure proposée par le Président, mais demande qu'avant de passer au vote, la proposition de l'Union soviétique soit examinée et discutée comme l'ont été les propositions du Canada et de l'Inde.

D'autre part, il conviendra que le rapport de la Sous-Commission indique les raisons pour lesquelles aucune proposition n'a pu recueillir l'unanimité : les divergences de vues ne proviennent pas seulement des conditions différentes dans lesquelles les diverses propositions envisagent la reprise des travaux de la Commission de l'énergie atomique, mais surtout du fait que les Etats-Unis et les délégations qui partagent leur point de vue ne veulent pas signer de convention sur l'interdiction des armes atomiques et ne veulent pas reconnaître le principe de la simultanéité des deux conventions sur l'interdiction des armes atomiques et sur le contrôle de l'énergie atomique, tel qu'il est prévu dans la proposition soviétique.

LE PRESIDENT indique au représentant de l'URSS qu'il aura l'occasion d'exposer son point de vue avant que sa proposition soit mise aux voix.

Après un échange de vues auquel prennent part M. Malik (Union des Républiques socialistes soviétiques), le Président, M. Couve de Murville (France), M. Viteri-Lafronze (Equateur) et M. Wei (Chine), le Président déclare que la procédure de vote suggérée par lui est adoptée, à savoir, que les trois propositions principales seront mises aux voix après que chacune d'elles aura été remaniée par son auteur et présentée dans sa forme définitive.

M. McNAUGHTON (Canada) déclare que sa proposition sera révisée et fera l'objet du document A/C.1/A III/1 Rev. 3. Conformément à une suggestion du représentant de la France, les sept premiers paragraphes du préambule de la proposition primitive (A/C.1/308) sont remplacés par un paragraphe unique non numéroté. Le premier paragraphe du dispositif est inspiré du paragraphe 8 de la proposition originale (A/C.1/308) ; le paragraphe 2 reproduit le paragraphe 9 de la proposition révisée (A/C.1/A III/1 Rev. 2) ; le paragraphe 3 est inspiré du paragraphe 10 de ce dernier document et incorporera une suggestion du représentant de l'Equateur tendant à préciser pour le bénéfice du public quelle est la tâche de la Commission de l'énergie atomique.

M. MALIK (Union des Républiques socialistes soviétiques) estime qu'en présence de si nombreux amendements à la résolution canadienne, il serait souhaitable d'ajourner toute discussion jusqu'à ce qu'elle soit présentée sous sa forme définitive.

Il constate que la difficulté avec laquelle cette proposition prend corps provient du fait que le représentant du Canada se trouve dans un dilemme embarrassant : en réalité, il vaut éviter l'interdiction des armements atomiques ainsi que la simultanéité des deux conventions, et pourtant, il ne peut ignorer le désir de paix du monde entier qui est en faveur de ces deux principes. Dès lors, le but de la proposition canadienne est de permettre le maintien de la production des armes atomiques, tout en donnant l'impression qu'on veut faire quelque chose en vue de leur élimination.

Quant au nouveau paragraphe 8 de la proposition canadienne, l'orateur se demande pourquoi on paraît vouloir subordonner les principes de l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques et l'élimination des armements atomiques, qui sont des buts durables, au mandat de la Commission de l'énergie atomique qui n'est que momentanée ; ne serait-il pas préférable d'invoquer les résolutions de l'Assemblée générale plutôt que les travaux de la Commission de l'énergie atomique ?

M. WEI (Chine) propose un amendement au nouveau paragraphe 3 de la proposition canadienne consistant à mentionner l'éventualité de ~~ix~~ plusieurs conventions, conformément à la phraséologie de la résolution de l'Assemblée générale du 14 décembre 1946 et de façon à ce que l'on ne croie pas que la majorité favorise la conclusion d'une seule et unique convention.

LE PRESIDENT propose de suspendre la séance, de façon à permettre au Secrétariat d'établir le texte définitif des trois propositions.

La séance est levée à 12 h.25.